

Restaurer le New Deal : une illusion ?

PAR ROMARIC GODIN

ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 13 AOÛT 2021



© Mediapart

La politique de Roosevelt a tenté de sortir la première économie du monde du risque de «*stagnation séculaire*», au prix d'une certaine fuite en avant dans le consumérisme et le productivisme. Avec le retour d'un capitalisme en crise structurelle, il paraît difficile d'appliquer les mêmes méthodes.

En 1938, cinq ans après l'arrivée de Franklin Delano Roosevelt au pouvoir et deux ans après sa première réélection massive, un des économistes les plus impliqués dans le New Deal, Alvin Hansen, père du keynésianisme états-unien, jette un pavé dans la mare. Il publie un livre dont le titre lui-même est une provocation: *Full Recovery or Stagnation?* («Pleine reprise ou stagnation?»).

L'ouvrage est un triple défi : au capitalisme, à la science économique et à Roosevelt lui-même. Alvin Hansen y explique que, désormais, la maturité du capitalisme occidental réduit sa capacité de générer de la croissance. La crise de 1929 n'était donc pas simplement un «*accident de parcours*», mais plutôt l'ouverture d'un nouveau régime de «*stagnation séculaire*», qui ne peut être contré que par la puissance publique, à travers un investissement public massif. Les économistes libéraux se sont donc trompés sur la nature de la crise et Roosevelt et son secrétaire d'État au Trésor Henry Morgenthau se sont lourdement

trompés en revenant dès 1937 à l'austérité. La rude récession qui s'est ensuivie, avec une chute du PIB de 5%, l'a prouvé.



Statues de chômeurs pendant la Grande Dépression au Roosevelt Memorial de Washington.
© MARK WILSON / GETTY IMAGES NORTH AMERICA / Getty Images via AFP

La mise en garde de Hansen va occuper les esprits jusqu'à la fin des années 1940 et même donner lieu, en 1946, à un débat mythique de l'histoire économique entre **Joseph Schumpeter**, qui défend l'idée que la destruction créatrice peut encore donner de la dynamique au capitalisme, et le jeune marxien, élève de Hansen, **Paul Sweezy**, qui défendra l'épuisement structurel du capitalisme. Puis, la grande vague de croissance des années 1950 et 1960 va faire oublier ce débat. Hansen semblait avoir eu tort dans son analyse: le capitalisme n'était pas épuisé, il était capable de croître encore et d'améliorer massivement la productivité.

Ce jusqu'au début des années 2010. Avec la crise de 2007-2008, l'idée de la stagnation séculaire est revenue en force. Sous deux formes qui recourent l'analyse de Hansen: une demande structurellement faible pour le néokeynésien Lawrence Summers et une incapacité de l'offre de générer des gains de productivité pour le néo-schumpetérien Robert Gordon. De ce retour aux problématiques de 1938 naissent les tentatives d'un retour au New Deal: un soutien massif de l'État à la demande et aux investissements. Car, finalement, Hansen n'avait pas aussi tort qu'on a longtemps voulu le croire.

Si le capitalisme des années 1940 a fini par décoller, c'est bien parce que s'est mis en place ce que les historiens Steven Fraser et Gary Gerstle ont appelé «*l'ordre du New Deal*» **dans un livre paru en 1989**. Cet ordre, c'est celui d'un État organisant la sécurité sociale, la redistribution en faveur du travail, la régulation des marchés. À partir de 1945, sous des

formes nationales diverses, ce modèle va s'imposer à l'ensemble du capitalisme occidental. De ce côté-ci de l'Atlantique, on parlera plutôt de «social-démocratie», mais les fondements sont les mêmes. Et c'est dans cet ordre que la grande croissance, celle des «*Trente Glorieuses*», va s'épanouir.

En résumé, la vision de Hansen était fautive lorsqu'il prétendait que la croissance était morte. Mais elle était juste lorsqu'il affirmait que seule l'action de l'État était capable de contrer cette tendance à la stagnation. Dès lors, pour certains économistes près d'un siècle plus tard, il suffirait de rétablir cet ordre du New Deal pour revenir à la croissance. Pour abolir un néolibéralisme incapable de tenir désormais ses promesses, il faut revenir sur ce que ce dernier a détruit dans les années 1970 et 1980, et reconstruire une nouvelle social-démocratie. C'est dans cet esprit que fleurissent à nouveau les projets de New Deal.



Alvin Hansen. © DR

Cette conception de l'histoire est finalement celle d'un balancier qui verrait le capitalisme osciller indéfiniment entre l'État et le marché, interventionnisme et laisser-faire. Mais cette vision est-elle juste? Paul Sweezy, dans les années 1960, défendra avec d'autres, on le verra, l'idée de la persistance de la stagnation séculaire, malgré le New Deal. Dans ce cas, plus qu'un simple mouvement de balancier, l'histoire du capitalisme contemporain ressemblerait davantage à une fuite en avant. Et alors, un New Deal à la Roosevelt ne pourrait plus représenter une porte de sortie possible.

En tentant de comprendre la fonction historique du New Deal, on pose donc la question de l'évolution historique du capitalisme. Mais pour y parvenir, il faut commencer par interroger le rapport des réformes de Roosevelt au capitalisme de son temps.

Le New Deal ou la lutte dans le capital

Le New Deal est incontestablement une réaction contre le capitalisme états-unien qui a mené le pays à la crise de 1929. Ce capitalisme est caractérisé par une forte emprise de la finance et par une confiance infaillible dans les mécanismes d'ajustement de marchés. Ses actes de naissance sont le démantèlement de la Standard Oil en 1911 dans le cadre de la loi antitrusts, et la naissance de la Fed, la banque centrale états-unienne, en 1913. Cette dernière émerge de la crise bancaire de 1907 et du rôle central qu'y a joué JP Morgan, qui exerce alors un monopole de fait sur la finance locale. Le rôle de la Fed est d'être un gage de bon fonctionnement du marché. C'est d'ailleurs en jouant ce rôle qu'à partir de 1927, elle a alimenté ce que John Kenneth Galbraith appellera «*l'orgie spéculative*» qui s'achèvera par le krach.

Lorsque la crise éclate, la confiance dans l'ajustement spontané entretient une passivité des autorités monétaires et budgétaires qui conduit à aggraver la spirale déflationniste. Les certitudes des économistes néoclassiques qui avaient théorisé l'âge d'or dans les années 1920 s'effondrent: l'équilibre semble introuvable. Même Irving Fischer, économiste star des années folles et qui avait prédit en 1929 que le marché financier atteindrait «*un haut plateau permanent*», doit revoir sa copie et reconnaître une spirale entre désendettement et déflation. Au reste, Herbert Hoover lui-même, le président sortant, avait commencé à prendre des mesures timides de lutte contre la déflation avec une politique budgétaire plus active. C'est notamment lui qui a commencé à relever fortement les impôts pour les plus riches, avec un taux marginal supérieur de 63% en 1932. Mais Hoover n'a pas la détermination de rompre avec les automatismes d'avant la crise.

Quand Roosevelt entre en fonction en mars 1933, il engage un combat déterminé contre ce type de capitalisme qui mène le pays au désastre. Comme l'a montré l'historien Thomas Fergusson **dans un article de 1984**, l'arrivée au pouvoir du démocrate ne peut se comprendre qu'en prenant en compte la fracture au sein du capital états-unien entre les partisans du statu

quo et ceux favorables à une «*reflation*», une reprise de l'inflation, par un retour aux méthodes de la fin du XIX^e siècle: monétisation de l'argent métallique et retour des trusts. C'est dans cet esprit qu'ont lieu les réformes du premier New Deal. Mais cette coalition va se désintégrer rapidement «*sous l'impact de la lutte des classes et des tensions internationales*», précise l'auteur.

Si la croissance repart, la tentative de planification du National Industrial Recovery Act (NIRA) échoue largement et les fruits de la reflation et de la dévaluation du dollar ne sont guère redistribués. Les tensions sociales s'aggravent logiquement. En 1934 et 1935, les grèves sauvages contraignent Roosevelt à durcir le ton contre une partie plus large du capitalisme états-unien et à lui imposer un cadre de sécurité sociale et de dialogue social. Ce sera l'esprit du deuxième New Deal de 1935.

Dès lors, la confrontation avec le capitalisme est plus large. Il ne s'agit plus de combattre seulement les forces qui, comme les grandes banques, tiraient profit de la déflation, il s'agit de contraindre les industries à rééquilibrer la distribution de richesses en faveur du travail. On passe de la lutte contre un régime défaillant et mourant à la construction d'un nouveau régime, ce qui est plus ardu et multiplie les oppositions.

À partir de 1938, après la récession qui couronne l'échec du retour aux grands équilibres, Roosevelt accepte aussi les déficits publics comme moteur de la croissance, prenant en compte les insuffisances persistantes du marché et de l'autonomie de la sphère privée. Dès lors, l'État vient alimenter la machine capitaliste, qui est assurée de la paix sociale par les mécanismes de redistribution.

L'ordre du New Deal et ses mutations

Dans l'esprit de Roosevelt, ces nouvelles contraintes, fiscales et d'organisation du travail, sont la condition de la survie du capitalisme états-unien face à une lutte des classes qui menace de devenir hors de contrôle. Ce système reste donc bien intégré dans le capitalisme. Il est même clairement perçu comme le salut du capitalisme face aux deux spectres d'alors, la collectivisation stalinienne d'une part et le

corporatisme dirigiste fasciste d'autre part. Comme le souligne l'historien de l'EHESS Romain Huret auprès de Mediapart, le New Deal apparaît comme la volonté de «*sauver le capitalisme de lui-même et de le réformer de l'intérieur*». On pourrait dire malgré lui-même. C'est en cela que le New Deal est profondément keynésien: il porte ce mouvement propre à la pensée du Britannique que la société bourgeoise est instable et dangereuse, mais doit être sauvée en dépit de cela.

Le conflit entre Roosevelt et les capitalistes d'alors doit se comprendre à la lumière de ce paradoxe. L'âpreté de la lutte qu'il mène contre le patronat dans la campagne de 1936 ne peut se comprendre que par l'incapacité des entreprises états-uniennes à saisir que leur intérêt passait par des concessions sociales et budgétaires. Ce débat fait écho à celui sur la stagnation séculaire deux ans plus tard: les libéraux qui, comme Schumpeter, attaquent Hansen et Sweezy, ne voient dans le New Deal que des entraves qui sont responsables de la stagnation séculaire. Les défenseurs du nouvel ordre économique, eux, estiment que la redistribution et l'expansion budgétaire sont le seul moyen de soutenir la croissance.



Meeting d'Alf Landon, le 11 juin 1936. © DR

L'histoire du New Deal est donc d'abord celui d'un conflit interne au capitalisme états-unien, puis occidental. Thomas Fergusson estime ainsi qu'entre 1935 et 1938, une nouvelle coalition du New Deal se constitue, qui regroupe, outre le monde du travail, les industries à faible intensité de main-d'œuvre et celles ouvertes vers le marché extérieur, qui peuvent ainsi compenser le coût de la redistribution. Dans ce sens, Roosevelt propose d'ouvrir les marchés extérieurs par des traités commerciaux avec la France et le Royaume-Uni. La campagne de 1936 portera aussi

sur ce sujet crucial: son adversaire républicain Alf Landon défend les industries locales à forte intensité en travail et les banques commerciales, ainsi que des idées protectionnistes et non redistributives, autrement dit l'esprit du capitalisme états-unien du début du XX^e siècle.

Après 1936 et encore plus après 1945, le New Deal se caractérise par un soutien massif du monde du travail et des grandes firmes capitalistes. C'est cette alliance qui permet de redéfinir le nouvel équilibre dans le mode de production. Face à l'impasse que décrivait Alvin Hansen, l'expansion des marchés intérieurs et extérieurs va se faire à une vitesse unique. En interne, les mécanismes du New Deal vont soutenir dès la fin des années 1930 le développement de la société de consommation, de cette «*American way of life*» qui va devenir le rêve des autres sociétés et dont l'exportation va assurer de juteux bénéfices aux firmes états-uniennes. Le *big business* va donc devenir le promoteur du plan Marshall et de l'hégémonie des États-Unis, synonyme d'accès aux ressources des pays en développement. La fabrique de la paix sociale dans les années 1930 devient celle d'un nouveau régime capitaliste à haute croissance qui durera 40ans.

Ce régime reposait sur une forme de collaboration de classes, en partie limitée, mais qui n'a cessé de s'élargir à mesure que le développement du marché intérieur permettait de ramener dans le giron de cet ordre les industries initialement hostiles au deuxième New Deal. Ainsi, Alf Landon sera un soutien du plan Marshall et de la politique de Lyndon Johnson dans les années 1960. Et l'alternance en 1952, avec le retour des républicains derrière Dwight Eisenhower, ne changera rien aux grandes lignes de ce régime.

L'enjeu du New Deal était donc moins de sortir de la crise, qui a été profonde et longue, que de construire les moyens de la «*société d'abondance*» décrite par James Galbraith quelques décennies plus tard. C'est pourquoi la question du «*succès économique*» du New Deal contre la crise elle-même, qui a occupé les économistes pendant des décennies, importe peu finalement. L'apport du New Deal, c'est la possibilité de la construction d'un régime capitaliste que certains

ont appelé fordiste-keynésien et dans lequel les institutions sont centrées sur le compromis entre capital et travail.

Mais il faut immédiatement rappeler les conditions de cette construction: la transformation croissante du travailleur en consommateur, un productivisme effréné, une tendance monopolistique et impérialiste, et le maintien de la priorité donnée au régime de développement capitaliste. C'est sur ce terrain, au reste, que l'ordre du New Deal va progressivement se désagréger dans les années 1960-70. À gauche, la critique du consumérisme et la conscience écologique va être le pendant de la critique de la pression fiscale et salariale sur la rentabilité qui s'exprime à droite, en ciblant le risque inflationniste.



Photo célèbre publiée dans "Life" en 1937. © DR

L'ordre du New Deal est soumis au bon fonctionnement de «son» capitalisme. Mais qu'advient-il lorsque ce dernier entre en crise? Ou plutôt lorsque sa capacité de revivifier le capitalisme s'amenuise? C'était déjà la question que soulevaient les critiques marxistes de l'ordre du New Deal des années 1960.

Pour celles-ci, la stagnation séculaire mise en lumière par Hansen correspond à un stade de maturité du capitalisme déjà évoqué par Marx mais théorisé précisément par l'économiste polonais Henryk Grossman dans *La Loi de l'accumulation du capital et l'effondrement du capitalisme*, publié en 1929. Pour simplifier, dans une économie où les gains de productivité ont été massifs et où l'automatisation est très avancée, la capacité de générer du profit se réduit. Pour se maintenir, le capitalisme doit donc trouver d'autres moyens d'assurer l'accumulation du capital, qui est la véritable raison d'être du capitalisme.

En 1966, Paul Sweezy publie avec Paul Baran un ouvrage clé, *Monopoly Capital* (non traduit en français), qui défend l'idée qu'«*en dehors des périodes de guerre et de prospérité liée à la guerre, la stagnation est à présent l'état normal de l'économie des États-Unis*». La gestion de cette stagnation se fait par les oligopoles qui peuvent gérer la plus-value et les prix selon leurs intérêts. Dans cette vision, l'alliance rooseveltienne entre le *big business* et le travail est le pendant politique de ce capitalisme monopolistique qui peut organiser à son avantage l'élargissement de ses marchés. Mais c'est aussi, soulignent Sweezy et Baran dans leur conclusion, un «*système irrationnel*», hautement fragile lorsque les bénéfices des monopoles se réduisent. Alors, il faut choisir entre dissoudre ce qu'ils appellent un «*ordre social inhumain et irrationnel*» sur lequel le New Deal reste fondé, et assumer entièrement son sauvetage par un plongeon dans le néolibéralisme.

Partant d'un autre point de vue marxiste, plus proche de celui de Grossman, **Paul Mattick** est parvenu à une conclusion proche en 1969 dans son *Marx et Keynes* (republié en français par Gallimard dans la collection «Tel» en 2010). Il y insiste sur le fait que l'ordre keynésien du New Deal reste capitaliste en ce que sa finalité demeure la production de plus-value par le système privé. Comme cette production est de plus en plus difficile à réaliser en économie mature, l'État vient compenser cette difficulté par des dépenses et par une action impérialiste de contrôle des ressources.

On retombe sur les deux termes de l'ordre du New Deal: la redistribution et le soutien au *big business* internationalisé. Il y a étatisation du capitalisme, mais le capitalisme reste le capitalisme. Pour survivre, il lui faut accumuler du capital. Et s'il n'y parvient pas, la crise est inévitable.

«*Le succès provisoire des politiques d'inspiration keynésienne a donné le jour à la conviction qu'on arrivera en définitive à trouver les moyens d'en finir une fois pour toutes avec les difficultés sur lesquelles achoppe le capitalisme [...]. Mais il s'agit là d'une illusion*», constatait Paul Mattick, qui ajoutait: «*La nouvelle science économique confond l'ajournement*

d'un problème avec sa disparition.» Autrement dit, la stagnation séculaire était vouée à réapparaître et à se poser à nouveau avec toute sa violence.

La crise du capitalisme du New Deal

La crise des années 1970 est précisément ce moment où le New Deal n'est plus en mesure d'assurer cette accumulation. En désespoir de cause, les entreprises ont alors recours à l'inflation et aux licenciements, rendant les mécanismes keynésiens classiques inutiles. C'est la stagflation, un ralentissement brutal de la croissance sur fond d'inflation forte.

Et c'est alors que les néolibéraux, rejetés aux marges pendant quatre décennies, vont devenir les fondateurs du nouveau consensus économique (*lire l'épisode précédent*). Leurs idées vont s'imposer parce qu'ils vont proposer de nouveaux moyens de soutenir le taux de profit: mondialisation de la production, libéralisation des marchés du travail, financiarisation, mise en coupe réglée des États au bénéfice du privé. Autrement dit, il s'agit avant tout d'abandonner l'équilibre institutionnel entre le travail et le capital au profit du second. Le capitalisme, pour survivre, a enterré ce New Deal qui l'avait jadis tiré d'affaire.

Cette présentation n'est cependant qu'en partie vraie. La transformation se fait aussi en réinvestissant les institutions du New Deal et en en conservant une partie. Dans l'introduction du livre collectif sur le sujet codirigé par Romain Huret, Nelson Lichtenstein et Jean-Christian Vinel, *Capitalism Contested* (University of Pennsylvania Press, 2020), les auteurs soulignent que «*loin d'éradiquer les structures établies par les réformateurs de gauche du paysage institutionnel, les conservateurs ont dû travailler avec elles et ont produit, par elles, des résultats conservateurs*». Et de poursuivre: «*En bout de compte, l'État progressiste a forgé le conservatisme autant que le conservatisme l'a transformé.*» Cette dialectique s'explique par la fonction du New Deal.

Si l'État est intervenu pour sauver le capitalisme et le sortir de la stagnation séculaire, cet État devait nécessairement agir lorsque la structure keynésienne-fordiste devenait un obstacle au capitalisme. Le New Deal a construit une étatisation du capitalisme qui se

poursuit avec le néolibéralisme, sous une forme de réaction contre le monde du travail. Ce fait explique pourquoi l'époque néolibérale n'a pas détruit toute forme de redistribution et d'État social pour préserver la consommation, a continué à avoir recours à la dette publique, a conservé et même développé des structures de régulation pour organiser des marchés libéralisés, et a ménagé un État «régalien» répressif contre le monde du travail et parfois ses propres fonctionnaires. Ce qui a changé, c'est la priorité au sein du capitalisme. Le néolibéralisme est donc bien davantage un mouvement de dépassement du New Deal qu'une forme de *tabula rasa* pour revenir à l'ordre antérieur.

Cela explique aussi que le nouveau consensus de la science économique s'est réalisé autour d'une synthèse entre néoclassiques et néokeynésiens. Une partie de l'école keynésienne, dans la foulée de Paul Samuelson, un autre disciple d'Alvin Hansen, a rejoint et irrigué, avec Olivier Blanchard et Lawrence Summers, la pensée néolibérale. Et sur le plan politique, les sociaux-démocrates qui ont forgé le New Deal sont ceux qui, souvent, dans les années 2000, ont imposé les réformes néolibérales. Autrement dit, il y a du New Deal dans le néolibéralisme. Et ce qu'il y a en lui, c'est bien cette volonté de l'État de sauver le capitalisme par tous les moyens. Lorsque le soutien au monde du travail est devenu nocif à la production de profit, on attaque le pouvoir que le New Deal avait concédé à ce monde du travail. Mais au nom du même objectif: le plein emploi dans le capitalisme, donc la capacité du système d'accumuler du capital.

Le retour de la stagnation séculaire et les nouveaux «New Deal»

La réalité est donc bien différente d'un balancier entre un moment social-démocrate et un moment libéral du capitalisme. On est bien davantage dans une forme de fuite en avant pour échapper à la stagnation séculaire par tous les moyens. Au reste, l'illusion néolibérale n'aura pas duré plus longtemps que celle du New Deal. En 2008, la crise financière atteint le cœur de son modèle, la finance. Depuis, le capitalisme mondial vit sous perfusion des banques centrales et de la dette. Mais ces moyens sont principalement mis

à disposition de la sauvegarde du système financier et la montée en puissance de la rente des géants du numérique. C'est aussi pour cette raison que, dans le reste de l'économie, la pression demeure forte sur le monde du travail et les États sociaux, *via* des réformes structurelles, des mesures d'austérité, des baisses d'impôts aux entreprises ou des subventions au secteur privé.

Face à ce retour à la stagnation séculaire, il existe trois «nouvelles donnes» possibles.



Joseph Schumpeter (1883-1950). © copie d'écran @Wikipedia

La première est celle des néo-schumpétériens, pour qui la stagnation séculaire est le fruit de blocages au niveau de l'offre. L'entrepreneur-créateur n'est pas en mesure d'innover suffisamment pour que le progrès technique se diffuse dans l'ensemble de l'économie et crée un nouvel écosystème à haute productivité, lequel, en retour, permettra la redistribution des gains de productivité. C'était déjà l'objection principale faite par Schumpeter à Hansen dans les années 1940: la stagnation séculaire ne s'explique que par des impôts trop lourds, une rente qui décourage l'entrepreneur et des entraves régulatrices à l'innovation. Si l'économie est bloquée, c'est parce que l'on bloque son mouvement naturel vers le haut: la destruction créatrice.

Ce «**New Deal**» **schumpétérien** est celui qui inspire les gouvernements néolibéraux comme celui qui dirige la France aujourd'hui et qui entendent tout miser sur l'innovation. Elle suppose, certes, des

investissements publics pour ouvrir le champ des innovations marchandisées, et parfois même des politiques sociales pour soutenir les «perdants» de la destruction créatrice, mais aussi la poursuite et l'approfondissement des réformes néolibérales: baisse des impôts sur le capital, mondialisation, financiarisation, libéralisation des marchés du travail et des biens et services. Cette vision estime que le capitalisme est la solution à toutes les impasses modernes, mais qu'il est entravé dans son développement naturel.

Le problème, c'est que les politiques néolibérales qui sont mises en place depuis quatre décennies ne semblent pas avoir réussi à opérer cette magie. Partout, les gains de productivité se sont réduits avec la croissance, et les politiques d'innovation ont conduit à un creusement des inégalités, à des bulles immobilières et à l'émergence de quasi-monopoles. C'est le cas notamment en Suède, la grande référence de cette école de pensée, où la croissance est moins portée par l'innovation que par l'immobilier, et où les inégalités ont explosé.

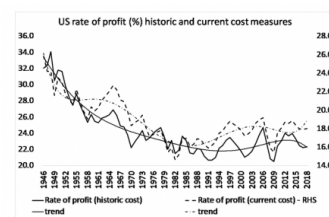


Alexandria Ocasio-Cortez présente son projet de Green New Deal en 2019. © DR

Le deuxième type de New Deal reprend l'esprit rooseveltien, celui d'un sauvetage du capitalisme de lui-même. Il prône une plus grande redistribution, des investissements publics massifs, une régulation plus forte du capitalisme. C'est finalement le choix de Hansen: le capitalisme de la stagnation séculaire a besoin de la béquille publique et il s'agirait aujourd'hui de transférer cette béquille des banques centrales vers les États. Cette version anime une grande partie des «**New Deal verts**» aux États-Unis et en Europe.

Mais ces projets sont confrontés à une situation différente de celle du milieu des années 1940. À cette époque, le capitalisme disposait sans doute de davantage de ressources qu'aujourd'hui. Le développement de la deuxième révolution industrielle n'était pas encore complet et, à la différence de la révolution numérique, les innovations qui en sont issues avaient une influence directe sur la productivité. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Par ailleurs, l'émergence de la consommation de masse et son élargissement géographique étaient encore à faire, et c'est sans doute ce que Hansen n'avait pas perçu. Mais une fois le monde conquis par la logique consumériste, les opportunités sont plus faibles. Enfin, cette logique de consommation, cette *American way of life* qui est le produit du New Deal rooseveltien, reposait sur une négligence complète de la question écologique et de celle des ressources.

Aujourd'hui, l'exigence écologique impose de réfléchir à la logique consumériste plus que de la relancer, autrement dit de permettre la satisfaction de besoins qui ne sont pas satisfaits chez certains en assurant une sobriété générale. Mais cette question, et plus généralement celle de la redistribution, risque de se retrouver en contradiction ouverte avec l'exigence de profit du capitalisme, puisque celui-ci doit faire face au ralentissement des gains de productivité et à une demande structurellement moins forte.



Taux d'IS aux États-Unis depuis 1950.

C'est bien la question que posent les actions des banques centrales: en dépit de centaines de milliards de dollars déversés sur l'économie mondiale, cette dernière reste atone. Et le capitalisme, dans ces conditions, ne peut accepter une baisse du taux d'exploitation, autrement dit un partage de la valeur ajoutée en faveur du travail.

Logiquement, au nom même de l'emploi et de la croissance, les capitalistes vont refuser d'augmenter les salaires et d'améliorer les conditions de travail. Ils peuvent céder sur le plan fiscal quelques bribes, à condition de pouvoir toujours gagner davantage sur le travail. Ces New Deal progressistes devront donc faire avec un risque permanent de «*grève du capital*». Certes, Roosevelt avait aussi dû faire face à ce risque, mais il avait réussi à passer l'obstacle en offrant de nouvelles opportunités à certains secteurs dynamiques.

Une telle alliance semble complexe aujourd'hui tant la soumission du monde du travail est nécessaire au profit capitaliste. Dès lors, on risque bien de retomber, au nom de l'innovation et de la croissance verte, dans la première option néo-schumpétérienne. Il n'y a, d'ailleurs, rien d'étonnant à ce que Lawrence Summers, le théoricien de la nouvelle stagnation séculaire, soit très critique vis-à-vis des projets de Joe Biden: il est conscient des limites du capitalisme contemporain, aussi promeut-il un relèvement de la «*croissance potentielle*» par des réformes structurelles (il a d'ailleurs participé **au déplorable rapport Blanchard/Tirole** remis fin juin 2021 en France).



Lawrence Summers en 2015. © ROB KIM / GETTY IMAGES NORTH AMERICA / Getty Images via AFP

La question centrale de tout nouveau New Deal est donc celle-ci: le capitalisme stagnant est-il dépassable historiquement ou est-il devenu «naturel» à l'humanité? Si la réponse est la seconde, alors il faut donner raison à Lawrence Summers et accepter la priorité à l'accumulation du capital, et par conséquent accepter l'ordre du néolibéralisme tardif. Le monde du travail et l'environnement devront s'ajuster à cette priorité si ces deux éléments ne sont pas des facteurs de rentabilité.

Mais si, avec les marxistes, on considère que la stagnation séculaire est le nouveau stade du capitalisme et que ce dernier demeure un phénomène historique, donc voué à être dépassé, alors il faut modifier en profondeur les priorités et renverser ce «*système irrationnel*» dont parlaient Sweezy et Barran pour remettre les priorités de la société— concilier climat et bien-être, pour aller vite — au centre de l'organisation économique. Mais alors, il faut prendre conscience que le New Deal rooseveltien lui-même faisait partie de ce système.

Autrement dit, il devient urgent d'ouvrir une troisième option, qui opère un retour critique sur le New Deal des années 1930 et qui comprenne que cet ordre du New Deal correspond à un moment historique dépassé et exceptionnel. Vouloir y retourner, c'est à coup sûr revenir se jeter dans une impasse et revenir au néolibéralisme tardif.

Ce qu'il faut donc retenir du moment rooseveltien, c'est avant tout sa volonté de rupture, de création d'un nouvel ordre économique par la politique, par la dynamique entre le mouvement social et les instances de gouvernement. Il y a aussi dans le New Deal cette idée, forgée sous la pression des luttes, que le monde du travail ne peut pas être qu'un simple «mal nécessaire» au profit. Roosevelt et ses successeurs ont tenté de réconcilier cette réalité avec le profit.

Le New Deal du XXI^e siècle devra sans doute abandonner cet objectif et se concentrer sur la critique de l'exploitation du travail et de la nature. La nouvelle donne de demain doit s'inspirer du combat qu'a mené Roosevelt avec une partie du capitalisme états-unien, mais pour y puiser la détermination à construire **un nouveau régime de production où le profit n'est plus central**. Plutôt que de lutter contre la stagnation séculaire, comme l'a fait le New Deal, il faut la dépasser et la transformer en un nouvel horizon social et environnemental. C'est ce que les conditions historiques présentes exigent.

À cet égard, les «Green New Deal» en circulation dans l'espace euro-atlantique ne se valent pas tous. Ce sera l'objet de l'épisode suivant.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.